

Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 octobre 1994;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 5 octobre 1994;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** A l'article 1er de l'arrêté royal du 19 février 1987 portant fixation du cadre organique de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, l'emploi ci-après est supprimé :

Secrétaire d'administration ..... 1

**Art. 2.** Dans le même cadre organique l'emploi ci-après est créé :

Informaticien ou informaticien-expert (1) ..... 1

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1993.

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1995.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

(1) Application du principe de la carrière plane.

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Basisoverlegcomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 oktober 1994;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 oktober 1994;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 februari 1987 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten wordt de onderstaande betrekking afgeschaft :

Bestuurssecretaris ..... 1

**Art. 2.** In dezelfde personeelsformatie wordt de onderstaande betrekking opgericht :

Informaticus of informaticus-deskundige (1) 1

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1993.

**Art. 4.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 januari 1995.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

(1) Toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan.

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 95 — 380 (94 — 3173)

Convention internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer, signée à Bruxelles le 10 mai 1952 (1). — Ratification par la Norvège. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 15 décembre 1994, p. 30921, il y a lieu de lire la date d'entrée en vigueur comme suit : le 1<sup>er</sup> mai 1995 au lieu du 1<sup>er</sup> avril 1995.

(1) Voir *Moniteur belge* du 19 juillet 1961.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 95 — 380 (94 — 3173)

Internationaal Verdrag tot het brengen van eenheid in sommige bepalingen inzake conservatoir beslag op zeeschepen, ondertekend te Brussel op 10 mei 1952 (1). — Bekrachtiging door Noorwegen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 15 december 1994, blz. 30921, dient de datum van inwerkingtreding te worden gelezen als volgt : op 1 mei 1995, in plaats van op 1 april 1995.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 1961.

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

F. 95 — 381

**MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

**16 DECEMBRE 1994.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport des membres statutaires du personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier des institutions universitaires organisées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'Enseignement universitaire par l'Etat, notamment l'article 50, alinéa 3, modifié par la loi du 27 juillet 1971;

Vu le protocole n° 59/1 du 13 juin 1991 du Comité commun à tous les services publics;

Vu le protocole n° 138 du 1er novembre 1991 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

[S-C — 29012]

Vu l'accord du Ministre du Budget du 25 octobre 1993;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique du 2 février 1994;

Considérant que l'accord intersectoriel du 13 juin 1991 pour l'ensemble du secteur public, en vue de promouvoir l'utilisation des transports en commun publics et de réduire les nuisances de la voiture sur l'environnement, prévoit à partir du 1er janvier 1992 la suppression du plafond de 900 000 francs, prévu par la Convention collective de travail n° 19ter du 5 mars 1991;

Considérant qu'il importe de prendre des mesures utiles afin que chaque membre statutaire du personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier des Institutions universitaires organisées par la Communauté française puisse recevoir un remboursement partiel des frais de transport;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Gouvernement de la Communauté française,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Droit à l'intervention

**Article 1er.** Le présent arrêté est applicable aux membres statutaires du personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier des Institutions universitaires organisées par la Communauté française.

**Art. 2.** Il est accordé une intervention dans les frais supportés par les membres du personnel visés à l'article 1er, lorsqu'ils utilisent un moyen de transport en commun public pour effectuer quotidiennement un déplacement de leur résidence à leur lieu de travail et un déplacement pour revenir de ce lieu de travail.

#### CHAPITRE II. — Transports en commun publics par chemin de fer

**Art. 3.** Pour le transport organisé par la Société nationale des chemins de fer belges et pour des parcours sur une distance égale ou supérieure à trois kilomètres, depuis la halte de départ, l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social est égale au montant repris dans le tableau annexé à l'arrêté royal d'exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

#### CHAPITRE III. — Transports en commun publics autres que le transport par chemin de fer

**Art. 4.** Pour les transports en commun publics autres que le transport par chemin de fer, l'octroi de l'intervention aux membres du personnel qui utilisent ce type de transport sur une distance égale ou supérieure à cinq kilomètres, depuis la halte de départ, est subordonné à la présentation par le membre du personnel d'une déclaration signée certifiant qu'il utilise habituellement sur une telle distance un tel type de moyen de transport.

Toute modification doit être signalée dans le mois de sa date.

**Art. 5.** Le montant de l'intervention prévue à l'article 4 est fixé comme suit :

a) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention est égale au montant de l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance correspondante.

L'intervention est calculée de la même façon lorsque, le prix du transport étant unique, la distance parcourue est mentionnée par le titre transport ou peut être contrôlée auprès de la société qui organise le moyen de transport utilisé par le membre du personnel.

L'intervention ne peut excéder en aucun cas 54 pour cent du prix effectivement payé par le membre du personnel.

b) lorsque le prix est unique, sans indication de la distance quelle qu'elle soit et que celle-ci ne peut être contrôlée, l'intervention est fixée de manière forfaitaire à 50 pour cent du prix effectivement payé par le membre du personnel, sans toutefois excéder le montant de l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance de 7 kilomètres.

#### CHAPITRE IV. — Transports en commun publics combinés

**Art. 6.** Lorsque le membre du personnel combine plusieurs moyens de transports en commun publics, et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale, l'intervention est égale à l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social.

Lorsque le membre du personnel fait usage de différents moyens de transports en commun publics dont le train, pour l'intervention dans les frais de transports sur production d'un titre de transport pour couvrir la distance totale, cette distance, depuis la halte de départ, doit être égale ou supérieure à trois kilomètres.

Lorsque le membre du personnel fait usage de différents moyens de transports en commun publics autres que le train, pour l'intervention dans les frais de transports sur production d'un titre de transport pour couvrir la distance totale, cette distance, depuis la halte de départ, doit être égale ou supérieure à cinq kilomètres.

**Art. 7.** Dans tous les cas, autres que ceux visés à l'article 6, l'intervention pour l'ensemble de la distance parcourue est égale à la somme des montants de l'intervention telle qu'elle est prévue aux articles 3, 5 et 6 du présent arrêté.

#### CHAPITRE V. — Modalités de remboursement

**Art. 8.** L'intervention dans les frais de transports supportés par les membres du personnel est payée selon le cas à la fin du mois concerné ou à l'expiration de la durée de validité du titre de transport.

**Art. 9.** L'intervention dans les frais de transport est payée contre remise du titre de transport délivré par les sociétés organisant le transport en commun public.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1992.

**Art. 11.** Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 décembre 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LERRIJN

VERTALING

[S-C — 29012]

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 — 381

**16 DECEMBER 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de werkgeversbijdrage in de vervoerkosten van de statutaire leden van het wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde universitaire instellingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, inz. art. 50, 3e lid, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1971;

Gelet op protocol 59/1 d.d. 13 juni 1991 van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op protocol 138 d.d. 1 november 1991 van het Comité voor nationale, communautaire en gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 25 oktober 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt d.d. 2 februari 1994;

Overwegende dat het intersectorieel akkoord voor de overheidsector d.d. 13 juni 1991, tot bevordering van het gemeenschappelijk vervoer en beperking van de door auto's veroorzaakte milieuhinder, vanaf 1 januari 1992 voorziet in de afschaffing van de grens van 90 000 frank vastgelegd bij CAO 19ter d.d. 5 maart 1991;

Overwegende dat maatregelen getroffen moeten worden om elk statutair lid van het wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde universitaire instellingen een gedeeltelijke terugbetaling van zijn vervoerkosten te laten genieten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Recht op bijdrage*

**Artikel 1.** Dit besluit is toepasselijk op het statutair wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde universitaire instellingen.

**Art. 2.** Een bijdrage in de kosten van de leden van het in art. 1 bedoelde personeel wordt toegekend wanneer zij een gemeenschappelijk vervoermiddel gebruiken om zich dagelijks te verplaatsen van hun woonplaats naar de plaats van hun werk en omgekeerd.

HOOFDSTUK II. — *Openbaar gemeenschappelijk spoorvervoer*

**Art. 3.** Voor het vervoer door de N.M.B.S. over een traject van 3 km of meer vanaf de vertrekhalte is de bijdrage in de prijs van het met een sociaal abonnement gelijkgesteld spoorkaartje gelijk aan het bedrag, vermeld in het koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot instelling van een werkgeversbijdrage, in het verlies, voor de N.M.B.S. tweewegebracht door de uitreiking van abonnementen voor werklieden en bedienden.

HOOFDSTUK III. — *Openbaar gemeenschappelijk vervoer buiten het spoorvervoer*

**Art. 4.** Voor het openbaar gemeenschappelijk vervoer buiten het spoorvervoer hangt de bijdrage voor de personeelsleden die zulk vervoer gebruiken over een afstand van ten minste 5 km vanaf de vertrekhalte, af van de overlegging door het personeelslid van een ondertekende verklaring waaruit blijkt dat hij over die afstand zulk vervoermiddel doorgaans gebruikt.

Elke wijziging moet binnen de maand meegedeeld worden.

**Art. 5.** De in art. 4 bedoelde bijdrage wordt als volgt berekend :

a) wanneer de prijs van het vervoer evenredig is met de afstand, is de bijdrage gelijk aan die in de prijs van het met een sociaal abonnement gelijkgesteld treinkaartje, voor de overeenstemmende afstand.

De bijdrage wordt aldus ook berekend wanneer er maar een prijs is voor het vervoer en de afstand vermeld wordt op het vervoerbewijs of kan nagegaan worden bij de maatschappij die het door het personeelslid gebruikte vervoermiddel organiseert.

De bijdrage mag 54 % van de door het personeelslid betaalde prijs niet te boven gaan.

b) wanneer er maar één prijs is, zonder vermelding van de afstand, en deze niet gecontroleerd kan worden, is de bijdrage forfaitair vastgesteld op 50 % van de door het personeelslid werkelijk betaalde prijs, zonder meer te bedragen dan de prijs van het met een sociaal abonnement gelijkgesteld treinkaartje voor een afstand van 7 km.

HOOFDSTUK IV. — *Gecombineerd openbaar vervoer*

**Art. 6.** Wanneer het personeelslid verschillende openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen combineert en er maar één vervoerbewijs uitgereikt wordt voor de volledige afstand, is de bijdrage gelijk aan die in de prijs van een met een sociaal abonnement gelijkgesteld treinkaartje.

Wanneer het personeelslid gebruik maakt van verschillende openbare vervoermiddelen waaronder de trein moet, voor de bijdrage in de vervoerkosten op overlegging van een vervoerbewijs voor de volledige afstand, die afstand vanaf de vertrekhalte ten minste gelijk zijn aan 3 km.

Wanneer hij gebruik maakt van verschillende openbare vervoermiddelen, maar niet van de trein moet voor die bijdrage, de totale afstand vanaf de vertrekhalte ten minste gelijk zijn aan 3 km.

**Art. 7.** In alle, in art. 6 niet bedoelde gevallen is de bijdrage voor het volledig traject gelijk aan de som van de overeenkomstig de art. 3, 5 en 6 van dit besluit verleende bijdragen.

HOOFDSTUK V. — *Terugbetaling*

**Art. 8.** De bijdrage in de vervoerkosten voor de personeelsleden wordt, volgens het geval, betaald op het einde van de betrokken maand of na afloop van de geldigheidsduur van het vervoerbewijs.

**Art. 9.** Die bijdrage wordt betaald tegen afgifte van het vervoerbewijs, uitgereikt door de maatschappijen voor openbaar gemeenschappelijk vervoer.

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1992.

Brussel, 16 december 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN